



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Arrêté préfectoral n°2021 DRIEAT UD77 169 du 31 décembre 2021 imposant des prescriptions complémentaires à la société C-LOGISTICS Rue Denis Papin, ZAC du Parc d'activités de l'A5 à MOISSY-CRAMAYEL (77550) et à REAU (77550)

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

Vu l'arrêté n°21/BC/114 du 19 juillet 2021 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/0039 du 1^{er} juin 2016 autorisant la société Percier Réalisation Développement (PRD) à exploiter un entrepôt de stockage de produits et de matières combustibles (- lot 4 c - situé ZAC du Parc de l'A5, rue Denis Pain, sur le territoire des communes de Moissy-Cramayel (77 550) et Réau (77 550) ;

Vu le changement d'exploitant au profit de la société C-Logistics acté par courrier n° E4-190375 du 22 février 2019

Vu le porter-à-connaissance de la société C-Logistics reçu le 13 novembre 2019 informant des modifications des conditions d'exploitation de l'entrepôt de stockage, complété le 19 mars 2021, le 4 juin 2021 et le 12 juillet 2021 ;

Vu le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France n°E/21-1536 du 3 août 2021 relatif à l'instruction du dossier de modification susvisé par l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 3 août 2021 à la connaissance du demandeur et l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet dans le délai de 15 jours fixé à la suite de ce courrier ;

Considérant qu'en application des dispositions des articles L. 511-1 et L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les modifications des prescriptions applicables aux installations du site demandées sont notables mais non substantielles ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Titre 1– Portée de l'autorisation et conditions générales
CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société C-Logistics dont le siège social est situé 120-126 Quai de Bacalan à Bordeaux (33 000) est autorisée à exploiter sur le territoire des communes de Réau et Moissy-Cramayel, sous réserve du respect des prescriptions de l'autorisation antérieure datée du 1^{er} juin 2016 n° 16/DCSE/IC/0039 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2 - MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/0039 du 1^{er} juin 2016 sont modifiées comme précisé dans le tableau suivant :

Articles	Articles modifiés de l'AP n° 16/DCSE/IC/0039
1.1.1	1.1.1
1.2.1	1.2.1
2.1.1	3.2.2
2.1.2	3.2.4
3.1.1	7.2.4.4
3.1.2	7.4.2.2
4.1.1	8.1.1
4.1.2	8.1.2

CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature des ICPE suivantes :

Rubrique	Régime*	Définition de la rubrique	Installations concernées
Rubriques soumises à autorisation ou enregistrement			
1510-2	E	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1	Volume de l'entrepôt : 783 000 m³
Rubriques soumises à déclaration			
1436-2	DC	Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	La quantité maximale susceptible d'être stockée dans la sous-cellule dédiée : 800 t

Rubrique	Régime	Définition de la rubrique	Installations concernées
1450-2	D	Solides inflammables (stockage ou emploi de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 1 t	La quantité maximale susceptible d'être stockée dans la sous-cellule dédiée : 800 kg
2910-A2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	2,6 MW Deux chaudières d'une puissance unitaire de 1,3 MW
2925-1	D	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	450 kW
4320-2	D	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t	La quantité maximale susceptible d'être stockée dans la sous-cellule dédiée : 50 t
4331-3	DC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t.	La quantité maximale susceptible d'être stockée dans la sous-cellule dédiée : 95 t
4734-2c	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	La quantité maximale susceptible d'être stockée dans la sous-cellule dédiée : 100,85 t
Rubriques non classées			
1185-2a	NC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.	Quantité totale des fluides frigorigènes 230 kg
1530	NC	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public.	Quantité susceptible d'être stockée 138 000 m³
1532	NC	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public	Quantité susceptible d'être stockée 90 000 m³ 1 830 m³ en extérieur
2662	NC	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de),	Quantité susceptible d'être stockée 138 000 m³
2663-1	NC	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 1. À l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.)	Quantité susceptible d'être stockée 138 000 m³

Rubrique	Régime*	Définition de la rubrique	Installations concernées
2663-2	NC	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques	Quantité susceptible d'être stockée 138 000 m³
4130-2	NC	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 t	Quantité susceptible d'être stockée 800 kg
4150	NC	Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 5 t	Quantité susceptible d'être stockée 2 t
4310	NC	Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant inférieure à 1 t	Quantité susceptible d'être stockée 800 kg
4321	NC	Aérosols « extrêmement inflammables » ou « inflammables » de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammable de catégorie 1 ou 2, ni de liquide inflammable de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 5 00 t. Nota : les aérosols inflammables sont classés conformément à la directive 75/324/CEE relative aux générateurs aérosols. Les aérosols « extrêmement inflammables » et « inflammables » de la directive 75/324/CEE correspondent respectivement aux aérosols inflammables des catégories 1 et 2 du règlement (CE) n° 1272/2008. Pour pouvoir recourir à cette classification, il doit être démontré que le générateur d'aérosol ne contient pas de gaz inflammable de catégorie 1 ou 2, ni de liquide inflammable de catégorie 1.	Quantité susceptible d'être stockée 100 t
4330	NC	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée ¹ . La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 1 t ¹ Conformément à la section 2.6.4.5 de l'annexe I du règlement (CE) n°1272/2008, il n'est pas nécessaire de classer les liquides ayant un point d'éclair supérieur à 35°C dans la catégorie 3 si l'épreuve de combustion entretenue du point L2 partie III, section 32 du Manuel d'épreuves et de critères des Nations Unies a donné des résultats négatifs. Toutefois, cette remarque n'est pas valable en cas de température ou de pression élevée, et ces liquides doivent alors être classés dans cette catégorie.	Quantité susceptible d'être stockée 800 kg
4510	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t.	Quantité susceptible d'être stockée 10 t
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	Quantité susceptible d'être stockée 50 t
4718	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant inférieure à 6 t.	Quantité susceptible d'être stockée 5 t
4722	NC	Méthanol (numéro CAS 67-56-1). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t	Quantité susceptible d'être stockée 10 t

* A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement), NC (non classé).

** En application de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

TITRE 2 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 2.1 – CONDITIONS DE REJETS

ARTICLE 2.1.1 – INSTALLATIONS DE CHAUFFAGES DU BÂTIMENT

Chaufferie	Installations raccordées	Puissance totale	Combustible	Autre caractéristique
Bâtiment	2 chaudières	2 x 1,3 MW = 2,6 MW	Gaz naturel	Chauffage

ARTICLE 2.1.2 – INSTALLATIONS DE CHAUFFAGES DU BÂTIMENT

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

À des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une teneur en O₂ précisées dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1
Concentration en O ₂ de référence	3%
NO _x en équivalent NO ₂	100

TITRE 3 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 3.1 – DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 3.1.1 – RESSOURCES EN EAU

Le 4^e point du I est remplacé par

« un système d'extinction automatique, approprié à la nature des stockages, conçu et installé conformément aux normes en vigueur, alimenté par deux réservoirs de stockage d'eau de 1 054 m³ chacun ; dans la cellule de stockage des produits inflammables, un agent moussant adapté à cette catégorie de produit sera utilisé dans le réseau d'extinction ; »

ARTICLE 3.1.2 – BASSIN DE CONFINEMENT

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées en vue de prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les rétentions sont maintenues en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

Pour les cellules 1 à 5, les eaux d'extinction d'incendie et de refroidissement sont recueillies de façon gravitaire pour un volume total de 2 770 m³ par :

- les cellules du bâtiment, sur une hauteur de 5 cm, permettant de retenir un volume de 259 m³ (tenant compte du volume disponible pour deux cellules et de l'encombrement au sol) ;
- la rétention dans les réseaux d'eaux de pluie pour 169 m³ ;
- un bassin de rétention de 3 095 m³ ;
- pour la cellule 5, un bassin de 670 m³ de rétention des liquides inflammables (soit 50% du volume présent) en débord vers le bassin de 3 095 m³.

Pour les cellules 6 à 10, les eaux d'extinction d'incendie et de refroidissement sont recueillies de façon gravitaire pour un volume minimum de 2 737 m³ par :

- les cellules du bâtiment, sur une hauteur de 5 cm, permettant de retenir un volume de 259 m³ (tenant compte du volume disponible pour deux cellules et de l'encombrement au sol) ;
- la rétention dans les réseaux d'eaux de pluie pour 125 m³ ;
- un bassin de rétention de 2 387 m³.

La disposition et la pente du sol de la cellule 5 autour des récipients mobiles sont telles que, en cas de fuite, les liquides inflammables soient dirigés uniquement vers la capacité de rétention. Le trajet aérien suivi par les écoulements accidentels entre les récipients mobiles et la capacité de rétention ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux cellules de stockage. Si l'écoulement est canalisé, les caniveaux et tuyauteries disposent d'un équipement empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre la cellule de stockage et la rétention déportée (par exemple, un siphon antifeu).

Le site dispose des 3 bassins de rétention étanches suivants :

- Bassin n°1 (670 m³) pour contenir le risque d'écoulement accidentel de la cellule 5, en débord vers le bassin n°2 pour contenir les eaux d'extinction.
- Bassin n°2 (3 095 m³) pour la rétention des eaux d'extinction des cellules 1 à 5.
- Bassin n°3 (2 387 m³) pour la rétention des eaux d'extinction des cellules 6 à 10.

Le site est isolé selon les dispositions mentionnées au point 4.2.5. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Les vannes d'isolement du réseau d'assainissement sont asservies au système de détection automatique.

Il devra être strictement interdit d'utiliser comme rétention les voiries de dessertes ainsi que celles destinées à la circulation des engins de secours et les aires de mise en station des échelles aériennes. La rétention des eaux doit permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder au droit des murs coupe-feu et aux différentes issues du bâtiment à pied sec en cas d'incendie.

Afin de limiter la hauteur d'eau aux abords des bâtiments, l'exploitant devra prendre l'attache de sociétés spécialisées dans le pompage des effluents et s'assurer que celles-ci pourront intervenir, avant saturation des volumes de confinement, sur le site en cas de sinistre.

La vidange de ces bassins et le rejet vers le milieu naturel ne se fera qu'après analyse, afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet selon les principes imposés par l'article 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

TITRE 4 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 3.1 – ENTREPÔT

ARTICLE 4.1.1 – CARACTÉRISTIQUES DES CELLULES DE STOCKAGE

Le bâtiment présente les caractéristiques suivantes :

<i>Désignation</i>	<i>Caractéristiques</i>
Emprise au sol du bâtiment	62 119 m ²
Hauteur au faîtage sur étanchéité	13,35 m
Hauteur libre sous ferme	11,30 m
Nombre de cellules	10

<i>Identification des cellules</i>	<i>Surface des cellules</i>
1 – 10	5830 m ²
2 – 3 – 8 – 9	5773 m ²
4	5957 m ²
5	5820 m ²
6	5820 m ²
7	5957 m ²

Les liquides, solides et gaz inflammables, les aérosols et les produits dangereux pour l'environnement sont stockés en cellule 5.

Les produits dangereux autres que ceux stockés dans la cellule 5, c'est-à-dire les produits toxiques pour l'homme, présents dans des quantités inférieures au seuil de déclaration, sont présents dans les autres cellules.

ARTICLE 4.1.2 – NATURE DES PRODUITS STOCKES

L'avant-dernier aliéna est remplacé par :

« La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :

- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;
- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 l.
- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. »

TITRE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ - EXÉCUTION

ARTICLE 5.1.1 - FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5.1.2 - RESPECT DES DISPOSITIONS DU PRÉSENT ARRÊTÉ

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précède, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 5.1.3 - INFORMATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Une copie du présent arrêté restera affichée en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 5.1.4 - INFORMATION DES TIERS

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois. La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

ARTICLE 5.1.5 - DROITS DES TIERS

Lorsqu'une installation soumise à autorisation est exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.

Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.

À défaut, et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acheteur a le choix de demander la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la réhabilitation du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

ARTICLE 5.1.6 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (par combinaison des articles R.514-3-1 et L. 514-6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle, 77000 MELUN :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5.1.7 - NOTIFICATION DE L'EXÉCUTION

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Maire de Moissy-Cramayel,
- le Maire de Réau,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée à la société C-Logistics sous pli recommandé avec avis de réception.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation, la Directrice empêchée
La Cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne



Agnès COURET